



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 66.606/2
du 14 octobre 2019

advies 66.606/2
van 14 oktober 2019

sur

over

un projet d'arrêté royal 'modifiant
l'arrêté royal du 31 août 2014
fixant les modalités de création, de
tenue et de consultation du registre
central des contrats de mandat en
vue d'organiser une protection
extrajudiciaire et du registre central
des déclarations relatives à la
désignation d'un administrateur ou
d'une personne de confiance, en ce
qui concerne les déclarations de
désignation d'un tuteur'

een ontwerp van koninklijk besluit
'tot wijziging van het koninklijk
besluit van 31 augustus 2014
houdende vaststelling van de regels
inzake oprichting, beheer en
raadpleging van het centraal
register van
lastgevingsovereenkomsten met
het oog op het regelen van een
buitengerechtelijke bescherming en
van het centraal register van
verklaringen betreffende de
aanwijzing van een bewindvoerder
of vertrouwenspersoon, met
betrekking tot de verklaringen tot
aanwijzing van een voogd'

Le 26 septembre 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 31 août 2014 fixant les modalités de création, de tenue et de consultation du registre central des contrats de mandat en vue d'organiser une protection extrajudiciaire et du registre central des déclarations relatives à la désignation d'un administrateur ou d'une personne de confiance, en ce qui concerne les déclarations de désignation d'un tuteur'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 14 octobre 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 octobre 2019.

*

Op 26 september 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie, belast met de Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 augustus 2014 houdende vaststelling van de regels inzake oprichting, beheer en raadpleging van het centraal register van lastgevingsovereenkomsten met het oog op het regelen van een buitengerechtelijke bescherming en van het centraal register van verklaringen betreffende de aanwijzing van een bewindvoerder of vertrouwenspersoon, met betrekking tot de verklaringen tot aanwijzing van een voogd'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 14 oktober 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 oktober 2019.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'article 200 de la loi du 21 décembre 2018 'portant des dispositions diverses en matière de justice' est une disposition modificative, en l'espèce de l'article 392 du Code civil. L'arrêté royal du 31 août 2014 'fixant les modalités de création, de tenue et de consultation du registre central des contrats de mandat en vue d'organiser une protection extrajudiciaire et du registre central des déclarations relatives à la désignation d'un administrateur ou d'une personne de confiance', que le projet examiné tend à modifier, trouve son fondement légal dans les articles 490, alinéa 4, et 496, alinéa 5, du Code civil.

Ces articles seront visés au préambule, en lieu et place du premier visa ¹, précisant qu'ils ont été rétablis par la loi du 17 mars 2013.

2. Il convient de viser au préambule l'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord du Ministre du Budget.

3. Comme la demande d'avis a été introduite selon la procédure prévue à l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', l'alinéa 4 du préambule sera adapté pour en rendre compte.

¹ L'article 201, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 décembre 2018 dispose que « [l']article 200 entre en vigueur à une date à fixer par le Roi et au plus tard le premier jour du douzième mois suivant celui de sa publication au *Moniteur belge* ». La loi du 21 décembre 2018 ayant été publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2018, elle entrera en vigueur au plus tard le 1^{er} décembre 2019, soit à la même date que le projet examiné, ainsi qu'en dispose l'article 14 de celui-ci. Le projet ne fait dès lors pas usage de l'habilitation contenue dans l'article 201 de la loi du 21 décembre 2018 si bien qu'il ne doit pas être visé au préambule.

DISPOSITIF

Article 3

1. Dans un souci de précision, à l'article 3, alinéa 2, 2°, en projet, il y a lieu de remplacer la référence à l'alinéa 3 de l'article 392 du Code civil par une référence aux alinéas 1^{er} et 2 de cette disposition.

2. À la différence des hypothèses visées à l'article 3, alinéa 2, 1° et 2°, en projet, de l'arrêté royal du 31 août 2014, pour lesquelles l'enregistrement dans le registre central des déclarations est obligatoire, l'hypothèse visée au 3° du même alinéa concerne un enregistrement facultatif.

L'article 201, alinéa 2, de la loi du 21 décembre 2018 précitée dispose en effet en ce sens que les déclarations de désignation d'un tuteur faites devant le juge de paix ou un notaire avant l'entrée en vigueur de l'article 200 de la même loi « peuvent faire l'objet d'une inscription dans le registre central », inscription dont le rapport au Roi précise qu'elle se fera à la demande des « parents » qui le souhaiteront.

Par conséquent, il est peu heureux de reprendre l'hypothèse visée à l'article 3, alinéa 2, 3°, sous une introduction d'alinéa prescrivant une obligation d'enregistrement pour cette hypothèse également (« Sont enregistrées dans le registre central des déclarations : [...] 3° les déclarations de désignation d'un tuteur visées à l'article 201, alinéa 2, de la loi du 21 décembre 2018 [...] »).

Pour dissiper cette impression d'un enregistrement obligatoire et afin de mieux restituer le caractère facultatif de l'enregistrement pour l'hypothèse envisagée à l'alinéa 2, 3° en projet, le 3° devrait être complété par les mots « si leurs auteurs en font la demande ».

Article 4

Mieux vaudrait remplacer, à l'article 4, alinéa 2, en projet, les mots « l'article 496 » par les mots « l'article 392 ou l'article 496 ».

Article 5

À l'article 6, alinéa 2, 4°, e), en projet, il y a lieu, semble-t-il, de se référer à « la déclaration visée au c) » plutôt qu'à « la déclaration visée au d) » et il convient d'écrire « conformément à l'article 392, alinéa 5 » plutôt que « conformément à l'article 392, alinéa 4 ».

Article 7

À l'article 8, alinéa 2, 3°, e), en projet, il faut écrire « conformément à l'article 392, alinéa 5 ».

Article 10

À l'article 10/1, 5°, en projet, la référence aux « données d'identification de la personne dont laquelle [sic] la consultation a été demandée » devrait, dans un souci de précision lié au principe de légalité en matière de droit au respect de la vie privée, être remplacée comme à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 5°, actuel, de l'arrêté modifié par la détermination plus précise des données visées ².

Article 11

Dans la version française du projet, à l'article 10/2, 3°, en projet, les mots « est respectée » doivent être insérés entre les mots « des déclarations » et les mots « et que ces données ».

Article 13

La référence à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 'organisant le Registre national des personnes physiques » devrait être précisée par une référence au paragraphe 1^{er} de cet article 8.

*

² Cet article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 5°, est rédigé comme suit :

« La demande de consultation contient les données suivantes :

[...]

5° les données concernant la personne qui fait l'objet de la recherche : nom et prénoms, date et lieu de naissance, numéro d'identification, lieu de résidence ou domicile ».

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Artikel 200 van de wet van 21 december 2018 ‘houdende diverse bepalingen betreffende justitie’ is een bepaling tot wijziging, *in casu* van artikel 392 van het Burgerlijk Wetboek. Het koninklijk besluit van 31 augustus 2014 ‘houdende vaststelling van de regels inzake oprichting, beheer en raadpleging van het centraal register van lastgevingsovereenkomsten met het oog op het regelen van een buitengerechtelijke bescherming en van het centraal register van verklaringen betreffende de aanwijzing van een bewindvoerder of vertrouwenspersoon’ tot wijziging waarvan het voorliggende ontwerp strekt, vindt rechtsgrond in de artikelen 490, vierde lid, en 496, vijfde lid, van het Burgerlijk Wetboek.

De verwijzing in het eerste lid¹ van de aanhef moet vervangen worden door een verwijzing naar die artikelen, met de vermelding dat ze hersteld zijn bij de wet van 17 maart 2013.

2. Er dient in de aanhef verwezen te worden naar het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de minister van Begroting.

¹ Artikel 201, eerste lid 1, van de wet van 21 december 2018 bepaalt: “Artikel 200 treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin deze wet bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad*.”

Aangezien de wet van 21 december 2018 bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2018, zal zij uiterlijk op 1 december 2019 in werking treden, met andere woorden op dezelfde dag als het voorliggende ontwerp, zoals dat bepaald is in artikel 14 ervan. Het ontwerp maakt dus geen gebruik van de machtiging vervat in artikel 201 van de wet van 21 december 2018 zodat daar niet naar verwezen hoeft te worden in de aanhef.

3. Aangezien de adviesaanvraag ingediend is volgens de procedure zoals bedoeld in artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’, moet het vierde lid van de aanhef aldus aangepast worden dat zulks daaruit naar voren komt.

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. Ter wille van de nauwkeurigheid dient in het ontworpen artikel 3, tweede lid, 2°, de verwijzing naar het derde lid van artikel 392 van het Burgerlijk Wetboek vervangen te worden door een verwijzing naar het eerste en het tweede lid van die bepaling.

2. In tegenstelling tot de gevallen beoogd in het ontworpen artikel 3, tweede lid, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 31 augustus 2014, waarvoor de registratie in het centraal register van verklaringen verplicht is, betreft het geval beoogd in punt 3° van hetzelfde lid een facultatieve registratie.

Artikel 201, tweede lid, van de voornoemde wet van 21 december 2018 bepaalt immers dat de verklaringen tot aanwijzing van een voogd afgelegd ten overstaan van de vrederechter of een notaris vóór de inwerkingtreding van artikel 200 van diezelfde wet “het voorwerp [kunnen] uitmaken van een inschrijving in het centraal register”. Aangaande die inschrijving staat in het verslag aan de Koning dat die zal gebeuren op vraag van de “ouders” die dat wensen.

Bijgevolg is het niet erg geslaagd om het geval beoogd in artikel 3, tweede lid, 3°, op te nemen in een lid waarvan het inleidende zindeel ook voor dat geval een verplichte registratie voorschrijft (“In het centraal register van verklaringen worden geregistreerd: [...] 3° de in artikel 201, tweede lid, van de wet van 21 december 2018 (...) bedoelde verklaringen tot aanwijzing van een voogd”).

Om die indruk van een verplichte registratie weg te werken en teneinde de facultatieve aard weer te geven van de registratie voor het geval beoogd in het ontworpen tweede lid, 3°, zou dat punt 3° aangevuld moeten worden met de woorden “als de ouders dat vragen”.

Artikel 4

Het verdient aanbeveling om in het ontworpen artikel 4, tweede lid, de woorden “artikel 496” te vervangen door de woorden “artikel 392 of artikel 496”.

Artikel 5

In het ontworpen artikel 6, tweede lid, 4°, e), dient schijnbaar verwezen te worden naar “de onder c) bedoelde verklaring” in plaats van naar “de onder d) bedoelde verklaring”.

Voorts schrijve men daarin “overeenkomstig artikel 392, vijfde lid” in plaats van “overeenkomstig artikel 392, vierde lid”.

Artikel 7

In het ontworpen artikel 8, tweede lid, 3°, e), schrijve men “overeenkomstig artikel 392, vijfde lid”.

Artikel 10

Ter wille van de nauwkeurigheid in verband met het legaliteitsbeginsel inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zou in het ontworpen artikel 10/1, 5°, de verwijzing naar “de identificatiegegevens van de persoon over wie de raadpleging werd gevraagd” vervangen moeten worden door een duidelijkere omschrijving van de beoogde gegevens, naar het voorbeeld van het huidige artikel 10, § 1, tweede lid, 5°, van het gewijzigde besluit.²

Artikel 11

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 10/2, 3°, moeten de woorden “est respectée” ingevoegd worden tussen de woorden “des déclarations” en de woorden “et que ces données”.

Artikel 13

Ter wille van de nauwkeurigheid zou verwezen moeten worden naar paragraaf 1 van artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 ‘tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen’ in plaats van louter naar dat artikel 8.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT

² Dat artikel 10, § 1, tweede lid, 5°, luidt als volgt:

“Het verzoek tot raadpleging bevat de volgende gegevens:

[...]

5° de gegevens betreffende de persoon die het onderwerp is van de opzoeking: naam en voornamen, datum en plaats van geboorte, identificatienummer, verblijf- of woonplaats.”